

**REPUBLIQUE TUNISIENNE MINISTERE DE L'EDUCATION ET DE LA
FORMATION**

Concours d'aptitude au professorat de l'enseignement secondaire
www.tunisie-etudes.info

**SESSION: DECEMBRE
2005**

COEFICIENT: 2

EPREUVE : ECONOMIE

DUREE: 3 heures

Partie I : (10 points)

Choisissez pour chaque question une seule réponse correcte.

votre réponse doit être donnée sur votre feuille d'examen en indiquant le numéro de la question et la lettre alphabétique correspondante à la réponse.

1) Soit la fonction de production suivante :

$$y = \frac{X_1^{2/3} X_2^{2/3}}{X_1 + X_2}$$

où y désigne le volume de la production et X_1 et X_2 désignent les quantités de deux facteurs de production.

Cette fonction est :

- a) homogène de degré 1 et les rendements d'échelle sont constants
- b) homogène de degré 1/3 et les rendements d'échelle sont décroissants
- c) homogène de degré 2 et les rendements d'échelle sont croissants.

2) Soit une entreprise en concurrence pure et parfaite et dont la fonction de production s'écrit :

$$y = X_1^{1/3} X_2^{1/3}$$

y , X_1 et X_2 désignent respectivement le volume de la production et les quantités utilisées des deux facteurs de production 1 et 2. Le prix de chaque facteur est égal à l'unité.

La fonction de coût de l'entreprise est :

- a) $CT = 2 y$
- b) $CT = 2 y^{2/3}$
- c) $CT = 2 y^{3/2}$

3) Une entreprise est en situation de monopsonie lorsqu'elle est :

- a) le seul acheteur sur le marché d'un de ses facteurs de production
- b) Le seul vendeur de sa production sur le marché local
- c) Le seul acheteur d'un de ses facteurs de production et aussi le seul vendeur de sa production sur ce même marché.

4) Le déflateur implicite du PIB est égal :

- a) $\frac{\text{PIB aux prix constants}}{\text{PIB aux prix courants}}$
- b) $\frac{\text{PIB aux prix courants}}{\text{PIB aux prix constants}}$
- c) $\frac{\text{PIB non marchand}}{\text{PIB marchand}}$

5) Le taux d'intérêt réel est égal à :

- a) $r = \frac{i}{p}$
- b) $r = i - \pi$
- c) $r = \frac{i}{\pi}$

avec i = Le taux d'intérêt nominal
 p = L'indice des prix
 π = Le taux d'inflation.

6) Le taux d'investissement est égal :

- a) $\frac{\text{Investissement}}{\text{Epargne}}$
- b) Taux de croissance de l'investissement
- c) $\frac{\text{Investissement}}{\text{PIB}}$

7) Lorsque $C = \frac{2}{3} Y + 100$ et $I = 300$, une augmentation de l'épargne autonome de 100 :

- a) permettra un investissement supplémentaire de 100 et une augmentation de la production de 300
- b) occasionne une baisse de l'investissement de 100 et une baisse de la production de 300
- c) n'a aucune conséquence sur l'investissement et engendre une diminution de la production de 300.

8) Le taux de rendement interne d'un projet d'investissement (TRI) est :

- a) le taux d'intérêt qui annule la valeur actuelle nette (VAN)
- b) le taux d'intérêt qui correspond à une valeur actuelle nette positive
- c) le taux d'intérêt qui correspond à une valeur actuelle nette négative.

9) La valeur de l'élasticité-prix de l'offre :

- a) est inférieure à 1 lorsque, graphiquement, la courbe d'offre coupe l'axe horizontal à droite de l'origine
- b) est voisine de 1 s'il s'agit d'un bien de luxe
- c) représente la variation relative du prix d'un bien par rapport à la variation de sa quantité offerte.

10) Les termes de l'échange sont mesurés par :

a) l'indice des prix des biens importés
l'indice des prix des biens exportés

b) l'indice des prix des biens importés
l'indice général des prix

c) l'indice des prix des biens exportés
l'indice des prix des biens importés

Partie II : (10 points)

Analysez et commentez le passage suivant :

Le pétrole cher pose un défi à l'économie mondiale. Les prix du baril ont atteint de nouveaux records. Des seuils jamais touchés ! Ce renchérissement du pétrole est en premier lieu sous-tendu par la surprenante croissance de la demande mondiale d'hydrocarbures. Ainsi, l'Agence internationale de l'énergie a révisé à la hausse son estimation, la dernière en date s'inscrit à 3,2 %. Or, l'offre ne suit pas le même rythme. En attendant la mise en production de nouvelles capacités, la marge de manœuvre reste étroite.

La flambée de l'or noir pèse sur la reprise mondiale. La flambée des cours du brut risque à terme de générer d'importantes tensions inflationnistes. Avec un baril de brut qui, pour des motifs à la fois géopolitiques et techniques, pourrait passer le cap historique des 50 dollars, les pays de l'OCDE s'interrogent désormais sur la pérennité d'une reprise économique elle-même au demeurant bien fragile. Dans cette optique, c'est bien le risque de dérapage inflationniste qui est dans tous les esprits. Si les ministres des Finances des pays industrialisés se sont jusqu'à présent refusés à évoquer la probabilité d'un nouveau choc pétrolier, ils se préoccupent désormais de l'impact sur la croissance mondiale d'un prix du baril élevé.

Le pétrole cher tétanise les marchés financiers. Les marchés évoluent en étroite corrélation avec les prix du brut. C'est désormais le pétrole seul qui cristallise toutes les angoisses. Contrairement aux précédents chocs pétroliers, aucun élément extérieur ne vient freiner la hausse des prix du brut. C'est surtout la perspective d'un maintien du baril à un niveau élevé, au-dessus de 45 dollars, qui donne des sueurs froides aux investisseurs. L'impact sur les résultats des entreprises serait alors plus prononcé, avec au premier chef les compagnies aériennes, sévèrement affectées par la hausse du kérosène. Ayant tiré les leçons de la première crise pétrolière de 1973, les banques centrales se gardent pour le moment de baisser leurs taux. Ce contexte de morosité économique et de maîtrise de l'inflation se trouve aujourd'hui favorable aux obligations.

La hausse des cours affecte les pays en développement. De nombreux pays en développement sont durement touchés. Pour produire un point de PIB, le Brésil a besoin de 42 % d'énergie plus que les pays de l'OCDE, la Chine 132 %, la Thaïlande 137 % et l'Inde 188 % selon l'Agence Internationale de l'Énergie (AIE). En s'urbanisant, les pays en développement ont commencé à consommer toujours plus de pétrole. En 1972, à la veille du premier choc pétrolier, la facture ne dépassait pas 0,8 point de PIB avant de grimper à 2,3 points en 1975-1976. En 2004-2005, elle a atteint au moins 3,5 points de PIB « deux fois la facture pétrolière des pays de l'OCDE », selon la CNUCED.